

<https://ricochets.cc/Un-gouvernement-en-guerre-autoritarisme-accru-attaques-neoliberales-et-mise-a-mort-sociale.html>



Lundi 12 juillet 2021 : un gouvernement en guerre : autoritarisme accru, attaques néolibérales et mise à mort sociale



Date de mise en ligne : mardi 13 juillet 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Sélection subjective de plusieurs points de vue suite aux directives macronistes du lundi 12 juillet 2021 :

4 MACRON EN GUERRE

- Le président promet plus d'autoritarisme, des attaques néolibérales et la mise à mort sociale -

Ce lundi soir, Emmanuel Macron intervenait à propos de la crise sanitaire. On pouvait s'attendre, comme lors des précédentes allocutions gouvernementales, à un discours tiède, insipide et creux visant à gagner du temps. Mais ce soir, le président a déployé un discours d'une extrême violence, ponctué de menaces, de mensonges et d'attaques anti-sociales et liberticides. Un discours de campagne.

; **GUERRE SOCIALE : ce discours ne portait finalement pas tant sur le COVID que sur la guerre sociale en cours. Macron annonce dès ce début d'été une vague d'attaques sociales brutales.** D'abord, le retour de la réforme des retraites : « Nous devons engager, dès que les conditions sanitaires seront réunies, la réforme des retraites », c'est à dire : « partir à la retraite plus tard ». Ces mesures qui avaient mis dans la rue des millions de manifestants et manifestantes en 2019 et 2020 sont à l'ordre du jour dès l'automne. Le président a aussi annoncé la mise en oeuvre de la « réforme de l'assurance chômage » **dès le 1er octobre, une attaque gravissime contre les personnes privées d'emploi, déjà en souffrance, qui n'auront plus de quoi se nourrir ni se loger normalement** . Dans un pays qui compte 300 000 sans -abris et 6 millions de chômeurs, Macron choisit la violence sociale. **Le discours était aussi l'occasion de se féliciter des plans "d'aides" aux entreprises - en réalité, des dizaines de milliards pour les patrons - qui auraient « évité » les licenciements.** Dans la réalité, les riches ont profité de la crise sanitaire pour procéder à de nombreuses fermetures et réductions de personnels des fonderies, à Bridgestone, d'Airbus, à Renault, de General Electric à Sodexo, Accor, Danone, IBM ou Michelin ...

; **ETAT D'URGENCE : L'État d'urgence sanitaire sera déclaré dès demain en Conseil des ministres pour la Martinique et la Réunion et un couvre feu sera instauré.** Si les périphéries du territoire français sont souvent les premières victimes des mesures liberticides, on peut aussi s'attendre à un retour de ce couvre-feu inutile et autoritaire en métropole dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Les contrôles aux frontières sont également renforcés.

; **ATTAQUE DE LA SANTÉ : Macron annonce aussi la suppression de la gratuité des tests. Médecin du Monde s'inquiète : « en pleine montée du variant Delta, le président supprime la gratuité des tests pour les non assurés & non résidents. Une décision absurde qui va à l'encontre de la santé publique et de l'accès des plus précaires au dépistage.** » Les tests PCR dits « de confort » ne seront plus remboursés à partir du mois d'octobre. Selon un ministre, l'idée est d'essayer de « convaincre voire de cogner sur les non vaccinés (...) ça va coûter cher [pour la vie sociale] de ne pas être vacciné ». Une attaque contre l'accès à la santé. Une attaque contre le système de sécurité sociale. Une absurdité sans nom : punir plutôt que soigner correctement avec des moyens adaptés.

; **PASS SANITAIRE : après avoir promis qu'une telle mesure ne serait pas mise en place, le pass sanitaire va être étendu à des établissements recevant du public : « pour tous nos compatriotes de plus de 12 ans, il faudra, pour accéder à un spectacle, un parc d'attractions, un concert ou un festival, avoir été vacciné ou présenter un test négatif récent. [...] Partout, nous aurons la même démarche reconnaître le civisme et faire porter les restrictions sur les non-vaccinés plutôt que sur tous . » Il sera obligatoire dès le 21 juillet, pour tous les lieux et événements recevant plus de 50 personnes. Dès le début du mois d'août, le pass sanitaire s'étendra aux cafés, restaurants, aux centres commerciaux, aux hôpitaux, maisons de retraite, établissements médico-sociaux, et voyage en avion, trains et cars**

pour les trajets de longue distance. **Interdira-t'on à une personne d'être soignée à l'hôpital si elle n'est pas vaccinée ?** Un système « à la chinoise » donc. Même Marine Le Pen dénonce « un recul grave des libertés individuelles » et une « liquidation de notre système de protection sociale ». LREM à droite de l'extrême droite.

Macron utilise donc une annonce sur la crise sanitaire en plines vacances estivales pour un discours de campagne. Un discours de guerre. Une nouvelle flambée de violence contre les pauvres et les plus précaires dont la santé se retrouve au moins aussi menacée par le gouvernement néolibéral et autoritaire que par la pandémie.

Post de Nantes Révoltée



Un gouvernement en guerre : autoritarisme accru, attaques néolibérales et mise à mort sociale Macron toujours en guerre contre les pauvres au profit des riches et des puissants

Macron joue : face, je gagne, pile, vous perdez

Je n'ai ni vu ni entendu son discours, juste lu quelques extraits qui valent leur pesant de cacahuètes. Exemple : « En fonction de l'évolution de la situation, nous devons nous poser la question de la vaccination obligatoire pour tous les Français. [...] Mais je fais le choix de la confiance. J'appelle solennellement tous nos concitoyens non-vaccinés à aller se faire vacciner au plus vite. »

Traduction : au bout du compte, il n'y a aucun choix. Soit vous vous faites tous vacciner volontairement, soit je finis par rendre la vaccination obligatoire. Mais la manière dont il le formule rend cette obligation à venir bien plus sympathique. Elle dépend de nous ! Il nous fait confiance ! On peut éviter la vaccination obligatoire ! Pour ça, il suffit qu'on aille tous se faire vacciner ! Un peu comme s'il nous disait : « Comme je suis sympa, je vous propose de jouer avec moi à pile ou face : face, je gagne, pile, vous perdez. »

Aussi : « La vaccination n'est pas tout de suite obligatoire pour tout le monde. Nous allons étendre au maximum le pass sanitaire pour pousser le maximum d'entre vous à aller vous faire vacciner. »

Vous remarquez bien entendu l'emploi de « pousser », tout de même vachement plus sympa que « contraindre », « obliger » ou « forcer ».

Des manipulations (grotesques), des mensonges pervers, des sophismes, une rhétorique dystopique. Et j'imagine

que le reste du discours est à l'avenant.

Post de Nicolas Casaux

%MACRON, LA DOSE DE TROP%

Pas besoin de nier l'existence et la gravité du Covid pour être révolté par le dernier discours de Macron. Pas besoin d'être antivax pour être scandalisé par la façon dont le pouvoir décide d'imposer cette vaccination. Imposer aux soignants sous peine de ne plus être payé (mais seront-ils encore applaudis ?), imposer pour aller au restaurant, au ciné, pour prendre le train... C'est bien une obligation qui ne dit pas son nom !

Une obligation vaccinale qui ne dit pas son nom

Nous avons toujours été du côté des soignants, du côté de la vie. Nous avons à plusieurs reprises pris position pour la mise à disposition de masques, au moment où le pouvoir disait qu'ils ne servaient à rien (avant de l'imposer de façon autoritaire). Nous avons appelé à manifester pour soutenir l'hôpital public, financièrement et humainement. Nous savons que le vaccin peut aider à freiner le virus, et sauver des vies. Mais nous comprenons les doutes sur les risques potentiels d'un vaccin créé aussi rapidement (même si la recherche sur le sujet date d'une dizaine d'années,) grâce aux fonds colossaux apportés par la finance, sans recul, et dans un monde pharmaceutique régi par le profit.

La France compte déjà plus de 35 millions de vaccinés. Plus de la moitié de la population, dont la très grande majorité des populations les plus fragiles face au virus. Sans que le le vaccin soit imposé, la majorité des Français ont fait le choix de la vaccination. La plupart avec des doutes et craintes, à juste titre, sur les éventuels effets secondaires.

Le « gain sanitaire » des nouvelles mesures liberticides du pouvoir sera très faible. En revanche, la perte en terme démocratique et social est énorme.

Dans quelques jours, nous allons ainsi « accepter » de devoir montrer patte blanche pour aller au restaurant, au cinéma, pour prendre le train...

Nos esprits vont accepter que notre vie privée, et notamment notre santé, soit accessible à des sociétés pour pouvoir accéder à des services. Aujourd'hui c'est le Covid qui est tracé et contrôlé. Mais demain ? La grippe ? Un nouveau virus ? C'est une brèche dans notre paradigme de vie en société, qui peut très rapidement aboutir à d'autres dérives, peut être encore plus graves.

Que fera un gouvernement encore plus autoritaire qu'actuellement de cette arme du pass sanitaire ? On a vu les dérives du contrôle en Chine ou en Israël. Et, à la vitesse où vont les choses, cela peut très vite dérapier. La France semble être totalement prête...

Nous vivons depuis plusieurs années dans l'état d'urgence sécuritaire (risque d'attentat) puis d'urgence sanitaire (risque épidémique). **Ces états d'urgence ont pour conséquence de détruire le garde fou de nos libertés individuelles et collectives, sous l'autel de la « sécurité ».**

Pourtant, ce sont des moyens dans l'hôpital public et dans la recherche qui vont sauver des vies. Bien plus que l'état

d'urgence. Bien plus qu'un pass sanitaire.

Retour des mesures ultra-capitalistes antisociales sur le chômage et les retraites

Le discours de Macron est d'ailleurs une triple dose d'horreur sociale puisqu'en plus de ces mesures liberticides, le président des riches en a profité, discrètement, pour détruire la vie des plus précaires. D'une part en affirmant que la réforme de l'assurance chômage serait appliquée, malgré les mises en garde du Conseil d'Etat et l'opposition des syndicats. Une réforme qui s'annonce catastrophique pour les chômeurs, notamment les plus précaires. Une réforme qui va clairement faire plonger des dizaines de milliers de Français dans la pauvreté.

D'autre part sur la réforme des retraites avec la volonté affichée de Macron de reculer l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans. Parce que bon « puisqu'on vit plus longtemps, il faut bien travailler plus longtemps ! »

Sauf que les pauvres vivent en moyenne 13 ans de moins que les plus riches. Et que de plus en plus de Français vont tomber dans la pauvreté/précarité, notamment grâce aux mesures de ce même Macron !

Ce n'est pas un hasard si le pouvoir a décidé de glisser ces deux mesures de guerre aux pauvres, dans le même discours que celui des mesures liberticides pour lutter contre le covid.

Les ultra riches savent en effet qu'ils peuvent profiter de la « crise » pour asseoir leur domination sociale et économique, en terrorisant la population et en imposant des mesures « d'urgence face à la situation dramatique ». Des mesures toujours dirigées dans le sens d'un autoritarisme en terme de libertés individuelles et d'un libéralisme économique.

C'est une guerre qui est menée. Et elle est en train d'être gagnée. Par la classe dominante. Par la classe dirigeante.

Seul un séisme social pourra contrer cette course mortifère vers leur monde d'après.

Post de Cerveaux non disponibles

Un enjeu de souveraineté individuelle et collective sur nos corps et sur nos vies.

Si l'on en arrive à la vaccination obligatoire, ce sera beaucoup plus sous l'effet d'une fuite en avant entropique, annonciatrice de la chute finale, qu'au terme d'une stratégie dont ce serait le principal effet recherché.

Comme le démontre cette décision de la CNIL, il est beaucoup plus efficace pour le gouvernement de ménager un flou qui lui permet d'accoutumer la population à l'arbitraire et au fait accompli, de multiplier les tensions horizontales, de développer la mentalité de délation, de liquider notre héritage historique et de faire sauter une à une toutes les protections ordinaires de l'état de droit. Bref, de rendre la vie impossible. À l'inverse, la décision de faire du vaccin une obligation légale serait le geste politique par lequel, paradoxalement, une désobéissance redeviendrait pensable, et donc possible !

C'est pourquoi il est vital et urgent d'abandonner les arguties sanitaires sur les effets comparés de la chloroquine ou du vaccin, ou même les considérations recuites sur la corruption de Big Pharma. Il ne faut pas nier la réalité de ces enjeux, mais viser plus haut afin de les ressaisir dans leur globalité explicative et d'éviter qu'ils ne deviennent le masque de ce qu'ils révèlent. Le vaccin, dans les conditions de l'épidémie actuelle, n'est pas simplement un produit chimique que l'on peut évaluer pour lui-même, isolément de l'appareil idéologico-répressif qui le nécessite et qu'il nécessite en retour.

C'est un bouleversement radical dans notre rapport à la mort, au monde et aux autres. À ce titre, il fait figure de sacrement d'une nouvelle religion contraceptive et anti-écologique qui refuse de voir la vie comme un tout, comme un équilibre complexe entre des forces qui interagissent à l'infini.

Il convient donc de nous départir de notre paresse habituelle et de produire un effort conceptuel suffisant pour porter nos inquiétudes sur le plan politique et anthropologique. Nous devons y mobiliser toute notre force d'attention, d'amour et de volonté. C'est un enjeu de souveraineté individuelle et collective sur nos corps et sur nos vies.

L'alternative est claire. Ou bien la crise en cours débouche sur une mise en esclavage généralisée. Ou bien, si nous la saisissons comme un point de bascule permettant de remettre en pleine lumière et de ré-articuler correctement des notions qui ont, depuis une quarantaine d'années, déserté peu à peu le champ de nos consciences, elle peut devenir l'occasion de notre salut.

Post de Benoît Girard



Un gouvernement en guerre : autoritarisme accru, attaques néolibérales et mise à mort sociale Les flics toujours chouchoutés pour être sûr de leur obéissance sans faille aux dominants

‰« CERTAINS SONT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES »

- ▶ Devinez quelle est la seule profession épargnée par les mesures liberticides et anti-sociales du gouvernement ? -
 - ı Lundi soir, Macron a imposé une vaccination obligatoire de toute la population en annonçant l'interdiction de toute vie sociale pour les personnes sans « pass sanitaire » dans les prochaines semaines, et en faisant payer les tests de dépistage. Même les soignants sont concernés, le ministre de la santé annonce que les non-vaccinés en septembre « ne pourront plus travailler et ne seront plus payés ». Mais une profession est exemptée, une seule : la police. Le ministre de l'Intérieur a annoncé illico que « les policiers et les gendarmes sont exclus de l'obligation vaccinale en septembre. »
 - ı Macron veut relancer la réforme des retraites, un programme de casse de l'un des acquis sociaux les plus importants depuis l'après-guerre, en forçant les travailleurs, y compris ceux des professions dangereuses et

pénibles, à trimer jusqu'à épuisement. Une seule profession est exemptée. Une seule. La police et la gendarmerie. Pourquoi ? Pourquoi ces mesures sensées concerner toute la population, « pour son bien » ne concernent jamais les forces de l'ordre ? Le gouvernement ne prétend-t'il pas qu'elles sont bénéfiques ? Pourquoi seules les forces répressives de ce pays ont plus de droits que les autres ? Le pouvoir a-t-il si peur de sa population pour gêner de façon aussi flagrante sa garde prétorienne ?

Post de Nantes Révoltée

L'anticipation dystopique, c'est maintenant

Inexorablement, on semble se diriger vers ce futur imaginé par des auteurs/écrivains de science-fiction ayant (très courageusement, dignement, bravo à eux) offert leurs services à l'État, et plus précisément à l'armée (qu'ils sont censés aider à anticiper les risques à venir).

Post de Nicolas Casaux



Un gouvernement en guerre : autoritarisme accru, attaques néolibérales et mise à mort sociale Des auteurs de SF traîtres collaborent avec l'Etat et l'armée pour imaginer le futur et comment le garder sous le contrôle des Pouvoirs

Le despotisme de l'Etat et du capitalisme

Au point où on en est, pourquoi ne pas rappeler des choses élémentaires. Le despotisme, le totalitarisme de la modernité, l'autocratie de l'État et du capitalisme, c'est, par exemple, quand un individu, s'étant vu confier le soin de gouverner tout ce qui vit et existe sur le territoire appelé France par environ un cinquième (1/5) des êtres humains qui y vivent, ce cinquième ne disposant pourtant d'aucune légitimité morale pour ce faire, d'aucun titre de propriété naturelle, d'aucun droit inné de régir tout ce qui se passe sur ce territoire, ni ailleurs, c'est quand cet individu, investi de pouvoirs et de droits imaginaires par une minorité d'abrutis, dans le cadre d'un système social international préexistant, dont le fonctionnement n'a été ni conçu ni librement approuvé par l'essentiel des êtres

humains (de l'époque à laquelle il s'est formé, comme d'aujourd'hui), c'est quand cet individu investi de pouvoirs et de droits imaginaires, donc, se retrouve en mesure d'imposer effectivement, concrètement, par le biais (de la menace) de la force, de la violence, de l'incarcération, à tous les êtres humains vivant sur le territoire appelé France, de se faire injecter une substance chimique dans le corps.

(Même si une majorité des êtres humains vivant sur le territoire appelé France ou dans les autres États du monde avaient conçu et approuvé le fonctionnement de leurs États respectifs et du capitalisme mondialisé, ils ne disposeraient d'aucun droit légitime ou naturelle, d'aucune légitimité à l'imposer aux autres êtres humains et aux autres espèces vivant sur les territoires que ces États prétendent avoir le droit de contrôler.

L'État, le capitalisme, la civilisation, c'est un immense jeu de dupe, qui ne tient que parce que la majorité des êtres humains acceptent de se plier à ses règles, qu'ils n'ont pourtant aucunement ni conçu ni librement acceptées, règles qui n'ont aucune valeur, aucune légitimité, qui s'imposent uniquement par la mystification et la force.)

Autrement dit, chers concitoyens avides de nous imposer à tous l'obligation d'être vaccinés (entre autres choses), ce faisant, vous exposez ouvertement votre despotisme, votre adhésion aux principes de la dictature, votre volonté de contrôler et de dominer les vies de tous les autres, votre croyance, envers et contre toute évidence, en ce que vous disposeriez de quelque légitimité pour ce faire. Quand nous, anarchistes et autres anti-autoritaires, souhaitons simplement pouvoir jouir de la possibilité de vivre comme bon nous semble sur cette planète, sans imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. Nous voulons désertir votre système (le détruire, vu qu'il n'autorise aucune désertion, qu'il domine désormais partout et menace nos vies à tous), tandis que vous vous fichez pas mal qu'on s'y trouve tous soumis, prisonniers, et pire, tandis que vous souhaitez étendre toujours plus sa domination, son contrôle sur nos vies à tous.

Comme le notait Kropotkine, il n'existe que deux partis « le parti de la coercition et le parti de la liberté ; Les Anarchistes, et, contre eux, tous les autres partis, quelle qu'en soit l'étiquette. C'est que contre tous ces partis, les anarchistes sont seuls à défendre en son entier le principe de la liberté. »

► voir [La pire erreur de l'histoire de la gauche](#)

Post de Nicolas Casaux

FROID DANS LE DOS

C'était il y a 2 mois. La présidente de la commission des lois Yael Braun-Pivet jugeait un passe sanitaire généralisé aux restaurants ou cinéma comme attentatoire aux libertés publiques. Elle se vantait même d'avoir fait passer un amendement en ce sens.

Elle est toujours prête à en appeler à la vigilance du parlement ?

La France a rejoint hier la petite cohorte des pays qui obligent à la vaccination (bien peu de démocraties). Quand l'OMS conseillait le port du masque au début de l'épidémie, nos ministres le refusaient et certains conseillaient même de ne pas en mettre (parce qu'on en avait pas). L'OMS avait raison. Cette fois l'OMS s'oppose à l'obligation mais Macron ordonne l'inverse.

L'épidémie est grave mais la question est aussi celle d'une société du contrôle généralisé. Le Covid interroge de ce point de vue nos démocraties. La France de Macron se range du côté des mesures limitant voire annulant les libertés publiques : confinement, couvre feu, obligation vaccinale. Est-ce avec des meilleurs résultats que d'autres pays qui ne pratiquent pas ainsi (par exemple la Suède) ? Même pas. Et ce faute d'anticipation et d'écoute car ce n'est pas comme si des voix ne s'étaient pas élevées dans le pays pour proposer des alternatives au confinement (dont celle du groupe France Insoumise) : organisation d'une société en roulement, obligation pour l'Etat de proposer des

conditions matérielles et sanitaires permettant à une personne contaminée de s'isoler (et non l'inverse), installation généralisée de purificateurs d'air, appui à la recherche médicamenteuse, plan d'urgence pour l'hôpital public (au lieu de pointer avec indécence nos héros du quotidiens comme responsables principaux de la 4e vague !), le tout adossé à une stratégie vaccinale de la pédagogie et de la licence libre notamment pour aider les pays du sud.

Rien de tout ça. Si nous ne savons pas ce que nous gagnons, nous savons par contre ce que nous perdons. D'autant que le président/candidat Macron a assorti hier ses annonces sanitaires, d'autres annonces sur le plan social inquiétantes : les chômeurs, culpabilisés et rendus responsables du chômage comme les soignants sont rendus responsables de l'épidémie, seront pénalisés dès octobre soit en pleine crise sociale. Quand aux retraités et salariés ils savent ce qui les attend si Macron est réélu ! Les actionnaires et les riches aussi parce que chacun aura compris que le « on ne touchera pas aux impôts » veut dire « on ne touchera aux cadeaux fiscaux aux plus riches. Un Macron 2 sera plus que jamais une société du « tous pour l'enrichissement de quelques uns et l'enrichissement de quelques uns sur le dos de tous ». Le tout s'appuyant sur un ordre autoritaire et ultra sécuritaire, un Etat d'urgence permanent, pour faire passer l'envie aux récalcitrants de trop s'opposer. Ça fait envie non ? La bonne nouvelle c'est qu'on peut l'éviter en 2022 et en attendant y résister du mieux possible

Post de Eric Coquerel

MACRON : UN DISCOURS QUI APPELLE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Tout y était hier soir, l'autosatisfaction, l'arrogance, le mensonge, l'insulte, les attaques contre les retraites, contre les chômeurs, contre les jeunes, le passage en force du pass sanitaire, l'interdiction des supermarchés aux non vaccinés et surtout, surtout, l'annonce le licenciement des soignants non vaccinés et la destruction du statut qui les protège un peu.

C'est une déclaration de guerre qui appelle la grève générale. Macron est en train de réunir tous les ingrédients d'une énorme explosion sociale, il va l'avoir et avant les présidentielles de 2022 !

Post de Jacques Chastaing

Remarques stratégiques

- ▶ **Le macronisme qui se croit surpuissant déclare la guerre à ce qui reste de la gauche, il espère ainsi achever de la détruire et de la discréditer avant les élections de 2022.**

Si les forces de gauche résistent sérieusement aux mesures antisociales, elles seront qualifiées par les droites et les merdias de milliardaires de prises d'otage irresponsables en temps de reprise économique post-covid, et si les forces de gauche n'arrivent pas à résister elles seront discréditées car inutiles.

Mais la gauche a-t-elle un véritable projet alternatif au capitalisme et à l'absence de démocratie instituée en France ?

Les forces de gauche et les révoltés ont-ils l'envie et les moyens de peser matériellement au lieu de juste émettre des protestations symboliques et des expressions ?

Existe-t-il suffisamment de personnes anti-capitalistes déterminées pour mettre en pièce le macronisme et ses avatars ?

Les forces de gauche pourraient-elles muter en forces d'écologie et d'anti-capitalisme radical, pourraient-elles passer à l'offensive au lieu de réagir aux campagnes macronistes ?

► Quelques articles trouvés sur Ricochets en lien avec ces sujets :

- <https://ricochets.cc/Comment-stopper-le-resistible-glissement-de-la-gauche-vers-la-droite-extreme-et-l-immobilisme.html>
- <https://ricochets.cc/La-responsabilite-historique-de-la-gauche-reformiste-est-grande-dans-ce-chaos-insoluble-qui-vire-au.html>
- <https://ricochets.cc/a-gauche-dominante-croit-encore-au-salut-par-la-technique-et-la-machine-que-est-ce-que-le-progres.html>
- <https://ricochets.cc/France-le-processus-de-fascisation-en-marche-est-il-encore-stoppable.html>
- <https://ricochets.cc/Retrouver-notre-place-dans-le-monde-des-vivants-Remettre-en-place-nombre-d-illusions-de-la-gauche.html>
- <https://ricochets.cc/La-mise-en-reseau-du-monde-un-maillage-totalitaire-porte-par-la-droite-et-la-gauche-de-gouvernement.html>
- <https://ricochets.cc/Quand-la-gauche-s-enlise-dans-le-capitalisme-dit-vert.html>

J'dis ça j'dis rien

Je sais pas si vous vous rendez compte. Le mec annonce obligation vaccinale des soignants, pass sanitaire pour 1resto, recule d l'age de la retraite, test payant, defonce de l'assurance chômage :

- en faisant 6% aux dernieres élections
- avec des milliardaires qui n'ont jamais ete aussi riches.

Folie

ÑMENSONGE. LA LIGNE ROUGE. Ñ

Au-delà de sa violence sociale et liberticide, le discours de Macron montre l'énorme irrespect dans la parole et dans les engagements du pouvoir.

Montage Caisses de grève

[Vidéo sur CND](#)

5 LA POLICE CHARGÉE DE CONTRÔLER LES MESURES SANITAIRES DANS LES BARS ET RESTOS

- **Police partout santé nulle part : des agents non-vaccinés contrôleront la vaccination de clients**

; La fuite en avant autoritaire s'accélère encore en France. Macron a annoncé la généralisation du « pass sanitaire », l'obligation de se faire vacciner et la fin du remboursement des tests de dépistage dans les semaines qui viennent. Dangereux, absurde, liberticide. En parallèle, le gouvernement promettait qu'une seule profession serait totalement

exemptée de ces obligations : la police. Une profession pourtant « au contact du public ».

; Dans la foulée, la ministre du travail Elisabeth Borne annonçait que la police serait chargée d'organiser des contrôles dans les établissements recevant du public. En d'autres termes, des policiers non-vaccinés pourront faire des descentes pour vérifier la vaccination de personnes qui boivent un verre en terrasse ! Kafkaïen.

; Cela crée un précédent extrêmement grave : cela veut dire que les forces de l'ordre pourront rentrer dans les bars et les restaurants pour contrôler le personnel et les clients, sans aucun regard de la justice. La police avec les pleins pouvoirs. Une carte blanche pour des contrôles tout le temps, partout, et éventuellement des sanctions contre les bars mal vus des autorités.

; Tout aussi grave, la ministre du travail promet des mesures pour « suspendre le contrat » et faire licencier les travailleurs et travailleuses non-vaccinés. Ici encore, c'est un précédent grave, une atteinte au code du travail. Aujourd'hui cela concerne un vaccin, et demain ?

Post de Nantes Révoltée



Chronique du système policier français : chasse aux jeunes, guerre permanente, taser mortel, grenades partout, forces spéciales, innocent en prison... Police partout, santé nulle part

- ▶ NOTE : comme la France n'est pas une démocratie les gouvernements et les présidents de la République peuvent décider à peu près ce qu'ils veulent, les contre-pouvoir institutionnels sont faibles et/ou à leur botte. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que des mesures liberticides, sécuritaires et autoritaires s'enchaînent et aillent de plus en plus loin.

Post-scriptum :

Au delà de la question de la vaccination ou de la non vaccination, qui, comme la question du vote ou du non vote, ne va pas changer la face du monde :

Soit on continue d'accepter ce techno-monde industriel autoritaire, et alors on subira d'une part les carnages écologiques/climatiques/sociaux croissants qu'il produit inéluctablement, et aussi ses systèmes de surveillance et de contrôle dystopiques qui nous transforment en cheptel

d'élevage industriel monitoré par la cybernétique, SOIT on se révolte franchement et on s'efforce de construire des société vivables.